

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

Statistique administrative du grand-duché de Bade pour l'année 1877

Journal de la société statistique de Paris, tome 20 (1879), p. 218-222

[<http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1879__20__218_0>](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1879__20__218_0)

© Société de statistique de Paris, 1879, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

VI.

STATISTIQUE ADMINISTRATIVE DU GRAND-DUCHÉ DE BADE POUR L'ANNÉE 1877.

Le grand-duché de Bade a une superficie de 15,084 kilomètres carrés.
Il est divisé en quatre cercles :

	SUPERFICIE en kilom. carrés.	POPULATION.
Constance.	4,169	276,452
Fribourg	4,740	441,493
Carlsruhe.	2,572	387,673
Mannheim.	3,603	401,561

Ces quatre cercles comprennent onze arrondissements, savoir : *Constance, Villingen, Waldshut, Fribourg, Lörrach, Offenbourg, Bade, Carlsruhe, Mannheim, Heidelberg et Mosbach.*

D'après le recensement du 1^{er} décembre 1875, la population du grand-duché comptait 1,507,179 habitants, dont 734,757 du sexe masculin et 772,422 du sexe féminin. En 1871, elle n'était que de 1,461,562 habitants, ce qui constitue, pour cette période de quatre années, une augmentation de 45,617 âmes.

En ce qui concerne la nationalité, la population badoise se classe de la manière suivante :

Sujets badois.	1,430,049
Allemands non Badois . .	64,047
Étrangers	13,083
	1,507,179

Les différents cultes sont représentés par :

958,916 catholiques,
517,861 protestants,
26,492 israélites,
3,910 personnes de confessions diverses.

L'augmentation de 45,617 habitants, mentionnée plus haut, est peu importante, car ce chiffre comprend plus de 6,000 Allemands non Badois qui se sont établis dans les villes pour un temps plus ou moins long. La population badoise propre-

ment dite ne s'est accrue, en réalité, que de 39,000 âmes en quatre années (1871 à 1875).

Naissances. — Naissances illégitimes. — Le mouvement de la population, en 1877, comparé à celui de l'année précédente, présente, en général, des résultats peu satisfaisants. Le nombre des naissances a été de 61,957 (contre 63,203 en 1876), dont 57,402 naissances légitimes et 4,555 illégitimes. On remarque avec satisfaction une diminution constante des naissances illégitimes, qui s'élevaient encore, en 1872, à 5,695. Cette décroissance est due à la suppression d'un article de la loi sur l'assistance publique, qui subordonnait le mariage au consentement de la commune. Ayant à secourir ses pauvres, la commune se trouvait particulièrement intéressée à mettre obstacle à tout mariage entre indigents; elle exigeait la justification d'un certain avoir suffisant à l'entretien d'un ménage et ne donnait son consentement qu'à cette condition. L'abrogation de cette disposition de la loi a eu pour effet, dès les premières années, de tripler le nombre des mariages et de diminuer dans la même proportion celui des naissances illégitimes.

Décès. — Mortalité des enfants. — Il y a eu 41,857 décès (40,323 en 1876), de sorte que l'excédant des naissances sur les décès est de 18,092 (20,718 en 1876). La mortalité des enfants au-dessous de 1 an s'élève au chiffre de 15,092. Elle atteint 35 p. 100 dans le cercle de Constance et 33 p. 100 dans le cercle de Fribourg, provinces les plus pauvres du grand-duché; elle s'élève même à 45 et 50 p. 100 dans certaines communes isolées. Le manque de soins médicaux, l'insuffisance de la nourriture et la négligence des parents sont les causes auxquelles on attribue cette situation déplorable.

Mariages. — Depuis l'année 1872, les mariages ont constamment diminué dans toute l'Allemagne. En 1877, 11,400 mariages ont été célébrés dans le grand-duché, contre 12,320 en 1876. Il est probable que cette diminution s'accroîtra encore d'année en année, car la crise économique que traverse l'Allemagne et dont tout le monde souffre, ne peut manquer d'exercer une influence fâcheuse sur le développement des mariages.

Émigration. — L'émigration diminue sensiblement depuis un certain nombre d'années. Elle n'a été que de 591 personnes, contre 743 l'année précédente. Ces émigrants, légalement autorisés à s'expatrier, ont emporté un capital de 402,974 marcs. Il serait difficile d'indiquer le nombre des personnes qui ont quitté le pays sans autorisation; on peut cependant affirmer que cette catégorie d'individus présente un chiffre relativement considérable. Beaucoup de jeunes gens, pour se soustraire aux obligations de la loi sur le service militaire, émigrent clandestinement et transportent leur industrie à l'étranger. Ce fait se produit principalement parmi la population de la Forêt-Noire, qui fournit ainsi à l'Angleterre un important contingent d'ouvriers très-habiles.

Les États-Unis n'exercent plus sur l'émigration la même attraction qu'autrefois; sur les 591 émigrants de l'année 1877, 173 seulement se sont rendus dans l'Amérique du Nord, tandis que 418 ont pris une autre direction. Il existe à Bâle une agence d'émigration pour le Brésil qui déploie une activité remarquable pour enrôler les paysans badois. Mais jusqu'à présent cette agence, malgré ses efforts, n'a obtenu que des résultats insignifiants. La population badoise n'ignore pas, d'ailleurs, le sort misérable qui attend les émigrants au Brésil.

Immigration. — L'émigration est faiblement compensée par l'établissement dans le pays d'étrangers de race allemande ou autre, au nombre de 186, apportant avec eux un capital de 717,000 marcs. Le nombre des immigrants s'était élevé à 243 l'année antérieure.

Contraventions de police. — *Procédure civile.* — *Faillites.* — Le chiffre des crimes et délits est resté, à peu de chose près, stationnaire; mais celui des contraventions de police, suivies de condamnation, présente une augmentation assez marquée: de 35,942 en 1876, il s'élève à 39,125 en 1877. Il en est de même pour les actes de procédure civile et procès entre particuliers. Le nombre des sommations de paiement a été de 99,700, des saisies immobilières de 715, celui des saisies mobilières est monté de 1,850 à 2,050; enfin, celui des procès jugés par les tribunaux civils, de 34,250 à 40,270. En outre, les faillites déclarées atteignent le chiffre de 1,010 contre 712 en 1876. Les titres hypothécaires, librement concédés, représentent un total de 41,250,000 marcs (en 1876, 44,640,000 marcs), les hypothèques prises en vertu de décisions judiciaires, 31,616,000 (25,829,000 en 1876). Ces derniers chiffres démontrent dans quelle situation déplorable se trouvent le commerce et l'industrie. Le nombre des individus ne pouvant pas tenir leurs engagements augmente chaque année d'une manière considérable, en même temps que la rigueur des créanciers, gênés eux-mêmes par la stagnation des affaires, s'accroît de plus en plus.

Consommation des spiritueux. — L'usage des spiritueux, considéré au point de vue de l'ivrognerie, a pris des proportions telles, non-seulement dans le grand-duché de Bade, mais encore en Hesse, en Wurtemberg et dans le Palatinat bavarois, que ces différents États ont jugé nécessaire d'agir de concert dans le but de combattre énergiquement ce fléau qui fait, depuis quelques années, de véritables ravages parmi les populations. Les délégués de ces pays se réunissent tous les ans à Carlsruhe; ils viennent d'adresser au Reichstag un rapport très-étendu, dont la conclusion recommande l'adoption immédiate d'une loi contre l'abus des boissons, et préconise les mesures répressives prises à ce sujet par la législation française. Dans l'espace de six années, de 1872 à 1878, le nombre des auberges ou restaurants s'est élevé de 4,978 à 5,428, soit une augmentation de 9 p. 100, celui des débits de boissons de 2,402 à 4,009, soit une augmentation de 66 p. 100! Ces chiffres ne laissent aucun doute sur les habitudes de débauche qu'ont prises, dans ces derniers temps, certaines classes de la population.

Caisses d'épargne. — En revanche, la situation des caisses d'épargne, regardée comme un signe de la moralité et de l'esprit d'économie des classes ouvrières, est assez satisfaisante. Ces établissements sont au nombre de 107 (104 en 1876); le cercle de Fribourg en possède à lui seul 41; celui de Mannheim, qui n'en comptait que 3 en 1874, en a aujourd'hui 17. Les livrets s'élèvent à 163,900, dont 26,570 distribués depuis 1876. Les nouveaux versements se sont montés à 30,080,000 marcs, les remboursements réclamés à 24,200,000 marcs, soit un accroissement d'épargne de 6,080,000 marcs. Le total des dépôts en caisse, à la fin de 1877, était de 112,611,000 marcs, au lieu de 106,732,000 marcs à la fin de 1876.

Impôts. — *Capital imposable.* — La valeur du capital imposable, qui se répartit entre les différents impôts directs, présente, sur l'année 1875, une augmentation de 801,947,000 marcs: elle était évaluée, en 1877, à 3,459,950,000 marcs, contre

2,657,903,000 marcs en 1875. Voici la part des différents revenus qui servent de base aux cinq contributions directes dans l'ensemble du capital imposable :

CAPITAL SOUMIS	1877.	1875.
	marcs.	marcs.
A l'impôt foncier.	1,402,307,000	932,490,000
A l'impôt sur les maisons	718,992,000	411,120,000
A l'impôt sur le commerce. . . .	506,107,000	501,736,000
A l'impôt du capital.	701,724,000	690,012,000
A l'impôt des classes	130,820,000	122,545,000
Total.	3,459,950,000	2,657,903,000

Impôts directs. — L'élévation considérable du chiffre du capital soumis à l'impôt foncier et à celui sur les maisons, est le résultat de la nouvelle estimation des champs et des bâtiments, qui ont été soumis à une révision cadastrale en 1877. Comme on le voit, d'ailleurs, l'augmentation porte également sur toutes les autres catégories de revenus. On peut l'attribuer plutôt à un renchérissement général provenant de la diminution de valeur de l'argent, qu'à un accroissement réel de la fortune publique. Le chiffre des impôts directs perçus sur le capital indiqué plus haut a été de :

	1877.	1876.
	marcs.	marcs.
Impôt foncier et des maisons . . .	5,972,000	6,018,000
Impôt sur le commerce.	2,240,000	2,275,000
Impôt sur le capital	1,052,000	1,035,000
Impôt des classes	579,000	534,000
Total	9,843,000	9,862,000

Soit une diminution de 19,000 marcs pour l'année 1877.

Impôts indirects. — La perception des impôts indirects a donné les résultats suivants :

	1877.	1876.
	marcs.	marcs.
Accise sur le vin	1,632,000	1,976,000
Accise sur la bière	2,592,000	2,462,000
Accise sur les alcools	383,000	411,000
Impôt sur le bétail de boucherie	617,000	678,000
Droits de mutation sur la propriété immobilière	2,235,000	2,452,000
Total.	7,459,000	7,979,000

Les contributions indirectes, dont le produit est considéré comme la preuve la plus certaine du degré de bien-être d'un pays, ont donc subi, en une seule année, une diminution de 530,000 marcs.

Il convient d'ajouter, aux chiffres ci-dessus, une somme de 3,439,000 marcs (3,372,000 en 1876), représentant les droits de justice et de police (*papier timbré, taxes, amendes, recettes diverses*), ainsi qu'une somme de 238,000 marcs (258,000 marcs en 1876), provenant des amendes, dommages-intérêts, etc., en matière forestière.

Assurance contre l'incendie. — Le nombre des maisons et dépendances assurées contre l'incendie se monte à 543,989 (en 1876, 535,011), dont l'estimation totale est de 1,324,309,000 marcs. On sait que, d'après la législation badoise, l'assurance à l'État est obligatoire pour les quatre cinquièmes de la valeur de l'immeuble. Celle

du dernier cinquième est facultative et peut être seule contractée avec les compagnies particulières. Les contrats conclus de cette manière s'élèvent à 131,232 et représentent un total de 180,786,000 marcs. Il n'y avait eu, en 1876, que 127,900 polices d'assurance facultative, évaluées à 170,530,000 marcs. On compte, en outre, 175,000 assurances mobilières, s'élevant à 1,110,233,000 marcs, contre 169,000, estimées à 1,030,000 marcs l'année précédente.

—————
(*Rapport consulaire.*)